

ROBINSON, S.
SECT
8
WEST



BANQUE DU CANADA

L'évolution récente de la situation en Europe de l'Est et son incidence sur les économies d'Amérique latine

Allocution prononcée par

John W. Crow

Gouverneur de la Banque du Canada

à la

XXVII^e réunion des
gouverneurs des banques centrales
du continent américain
à Punta del Este, Uruguay
le 5 mars 1990

Allocution prononcée par
John W. Crow
Gouverneur de la Banque du Canada
à la XXVII^e réunion des gouverneurs
des banques centrales du continent américain
à Punta del Este, Uruguay
le 5 mars 1990

L'ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA SITUATION EN EUROPE DE L'EST ET SON
INCIDENCE SUR LES ÉCONOMIES D'AMÉRIQUE LATINE

"Mais le père dit à ses serviteurs : "Apportez vite la plus belle robe, et l'en revêtez; mettez-lui un anneau au doigt, et des souliers aux pieds.

Amenez le veau gras, et tuez-le. Mangeons et réjouissons-nous; car mon fils que voici était mort, et il est revenu à la vie; il était perdu, et il est retrouvé. Et ils commencèrent à se réjouir."

*Parabole de l'enfant prodigue
Saint Luc 15:22-24*

Des organismes financiers internationaux de concert avec les principaux pays industriels ont récemment annoncé un certain nombre d'initiatives de grande envergure visant à fournir un soutien financier aux pays d'Europe de l'Est pour appuyer les spectaculaires changements d'ordre politique et économique qui y surviennent. On peut comprendre que ces initiatives aient suscité un intérêt et un enthousiasme énormes, étant donné l'importance stratégique manifeste dont jouissent ces pays et

l'étroitesse des liens historiques et culturels qui les unissent à l'Europe de l'Ouest et à l'Amérique du Nord. Le fait que l'Europe de l'Est se soit engagée à mettre en place un système fondé sur la démocratie et l'économie de marché a clairement, pour ses créanciers, une importance qui va au-delà des avantages économiques que ces derniers peuvent s'attendre à recevoir si les ambitieux programmes de libéralisation amorcés sont menés à terme.

À beaucoup d'égards, le cas de l'Europe de l'Est n'est pas sans rappeler la parabole de l'enfant prodigue, les principaux pays industriels et les organismes internationaux jouant le rôle du père indulgent et bienveillant.

1. Les sources de préoccupation

Les dix dernières années ont été extrêmement difficiles pour l'ensemble des pays d'Amérique latine. Les sources internationales de capitaux privés se sont presque taries, et les revenus réels par habitant ont enregistré dans ces pays une baisse allant jusqu'à 50 %, tandis que ceux-ci s'efforçaient tant bien que mal d'honorer le service de l'énorme dette extérieure qu'ils avaient accumulée au cours de la décennie précédente et de réduire si possible l'encours de cette dette (Tableau 1).

Même si le niveau de l'activité économique enregistré par les principaux pays industriels a généralement été bien plus

élevé que beaucoup d'observateurs ne l'avaient prévu, la conjoncture macroéconomique à laquelle sont confrontés les pays lourdement endettés est devenue plus préoccupante. Les taux d'intérêt à l'échelle mondiale ont augmenté en réaction aux pressions inflationnistes croissantes dans les pays industriels et leur ascension n'est peut-être pas terminée. Par ailleurs, après sept années de croissance soutenue de l'économie mondiale, la demande de beaucoup de produits d'exportation provenant des pays en développement a commencé à faiblir. Les prix des biens hors énergie ont également fléchi l'année dernière, ce qui a provoqué une détérioration des termes de l'échange de nombreux pays latino-américains (Graphiques 1 à 4).

Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que les banques commerciales et les autres bailleurs de fonds privés dont l'aide aux pays en développement est substantielle soient peu disposés à leur octroyer de nouveaux concours (Tableau 2). Il semble aussi qu'il soit devenu plus ardu d'emprunter auprès d'organismes officiels, du moins si l'on en juge par le faible volume des nouveaux concours nets vers les pays d'Amérique latine. Cette situation est largement attribuable à l'ampleur du financement qui a été consenti au début des années 80 par des organismes multilatéraux. On pouvait s'attendre à un certain renversement des flux de capitaux au fur et à mesure que les fonds prêtés étaient remboursés, mais la baisse des concours provenant de sources publiques et privées est peut-être aussi due

au fait que l'on s'inquiétait moins qu'auparavant des risques globaux que la dette des pays d'Amérique latine posait au système financier international. En constituant des provisions pour pertes sur leurs engagements extérieurs, les banques commerciales des pays industriels ont limité le risque couru par les systèmes bancaires nationaux et ont ainsi pu durcir leurs positions en matière de rééchelonnement de la dette. Les gouvernements, soucieux de leur budget, semblent aussi moins aptes à accroître leurs concours et leur assistance bilatérale ou moins disposés à le faire.

La situation en Europe de l'Est paraît plus attrayante, si l'on fait abstraction de l'incertitude politique évidente qui y règne. À quelques grandes exceptions près, les ratios Dette extérieure/PNB de ces pays sont en général nettement inférieurs à ceux des pays d'Amérique latine. En outre, les créanciers privés et publics semblent faire preuve de beaucoup de bienveillance à leur endroit; du moins accueillent-ils favorablement les nouvelles perspectives qui s'ouvrent à eux, ayant peut-être à l'esprit le redressement spectaculaire que les pays de l'Europe occidentale ont connu après la Deuxième guerre mondiale grâce au Plan Marshall.

Même si les banques commerciales restent sur leurs gardes à l'égard des pays d'Europe de l'Est compte tenu du coût élevé des opérations qu'elles ont déjà menées en Pologne et en

Yougoslavie, la Bulgarie, la République démocratique allemande et la Hongrie ont néanmoins bénéficié d'importantes entrées de capitaux à court terme au premier semestre de 1989, bien avant que ne déferle la vague récente d'optimisme soulevé par les événements d'Europe de l'Est (Tableau 2). Ces trois pays ont également attiré un volume important d'investissements directs au cours de la dernière année et ont entrepris un certain nombre d'opérations conjointes avec de grandes entreprises occidentales¹.

En ce qui concerne le financement officiel en Europe de l'Est, il convient de mentionner plusieurs initiatives récentes (Tableau 3) :

- (1) La proposition de la France visant la fondation d'une banque européenne de reconstruction et de développement (BERD); cette proposition est fortement appuyée par la Communauté européenne et d'autres pays industriels.

La BERD aurait une structure calquée sur celle de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et serait dotée d'une base en capital de 7 à 12 milliards de dollars É.-U.

- (2) L'engagement pris par la Banque mondiale de fournir jusqu'à 7,5 milliards de dollars É.-U. à la Pologne, à la Hongrie, à la Yougoslavie et à la Roumanie au cours des trois prochaines années.

Ces quatre pays sont les seuls d'Europe de l'Est à être actuellement membres du FMI et de la Banque mondiale. D'autres pays du bloc de l'Est ont toutefois manifesté

¹ Plus de 300 opérations de ce genre ont été lancées en Hongrie l'année dernière avec la participation d'entreprises étrangères.

leur intention d'adhérer à ces deux organismes, dont ils pourraient recevoir probablement le même type d'assistance une fois que leurs programmes auront été approuvés².

- (3) La ligne de crédit renouvelable de 13 mois d'une valeur de 545 millions de DTS que le FMI a octroyée à la Pologne pour aider ce pays à mettre en place un important programme de réforme macroéconomique.

À cette ligne de crédit s'ajoutent les concours suivants : un crédit-relais de 500 millions de dollars É.-U. accordé par les principales banques centrales membres de la Banque des règlements internationaux; des prêts à l'ajustement structurel s'élevant à 360 millions de dollars É.-U. consentis par la Banque mondiale; un fonds de stabilisation de 1,0 milliard de dollars É.-U., financé au moyen de subventions et de prêts à taux réduit par le Groupe des vingt-quatre afin de favoriser la réforme du marché des changes de la Pologne; de même que d'autres projets d'assistance bilatérale³.

Conscients de l'attention accrue que beaucoup de pays industriels portent à leurs dépenses publiques, les autres pays en développement craignent naturellement que l'aide financière fournie aux pays d'Europe de l'Est, à la fois bilatérale et multilatérale, n'entame les ressources financières auxquelles ils ont accès. En outre, ils redoutent aussi la possibilité que les pays du bloc de l'Est, qui commencent à s'intégrer dans le système commercial mondial, ne se spécialisent dans la production

² La Tchécoslovaquie et la Bulgarie ont aussi présenté des demandes d'adhésion au FMI et à la Banque mondiale.

³ La Hongrie a aussi conclu avec le FMI une entente portant sur une ligne de crédit renouvelable de 160 millions de dollars É.-U. pour un an. L'entente devrait être signée le 14 mars.

des mêmes biens manufacturés que ceux dont se compose actuellement le gros des exportations des pays latino-américains.

2. Les facteurs encourageants

Il y a heureusement d'autres facteurs qui donnent à penser que la situation est loin d'être aussi grave, du moins à court terme, que le tableau que je viens de brosser peut le laisser supposer. Le plus important de ces facteurs est le très grand poids économique et politique dont l'Amérique latine jouit, comparativement à l'Europe de l'Est, en raison de sa taille et de la proximité des États-Unis, première puissance économique mondiale. À l'instar de l'Europe de l'Est, elle est unie par des liens historiques et culturels étroits à l'Amérique du Nord et à l'Europe de l'Ouest (en particulier l'Espagne et le Portugal). En ce qui concerne la population et la production, elle dépasse de loin l'Europe de l'Est (abstraction faite de l'U.R.S.S., voir Tableau 4). Par ailleurs, l'Amérique latine dispose vraisemblablement de ressources naturelles bien plus vastes que l'Europe de l'Est.

Si a priori l'aide et le financement qui ont été promis à l'Europe de l'Est peuvent paraître très généreux, il importe de ne pas perdre de vue l'aide considérable que les organismes internationaux et les principaux pays industriels ont déjà apportée et continueront d'apporter à l'Amérique latine (Tableaux 3 et 5). Le directeur général du FMI et le président

de la Banque mondiale ont d'ailleurs tous deux déclaré que l'octroi de crédits à l'Europe de l'Est ne se fera pas au détriment de l'Amérique latine ni de l'Afrique.

Le FMI et la Banque mondiale mènent depuis un certain temps une campagne intensive en vue d'accroître considérablement leurs ressources de financement; ils soutiennent en effet que des crédits supplémentaires seront nécessaires pour faire en sorte qu'aucune région en développement ne soit pénalisée. On peut raisonnablement supposer que l'enthousiasme suscité par les changements survenus récemment en Europe pourrait en fait faciliter le processus de financement et permettre en définitive de débloquer davantage de fonds au profit de l'Amérique latine qu'il n'aurait été possible autrement⁴.

Dans la pratique, bien entendu, ce n'est pas le manque de liquidités qui, au cours des dix dernières années, a limité le volume des prêts consentis par le FMI et la Banque mondiale aux pays d'Amérique latine, et ce, malgré les pressions supplémentaires auxquelles le problème du surendettement a exposé ces institutions. C'est plutôt la pénurie de projets et de politiques valables qui a posé de graves difficultés.

⁴ À ce propos, il convient de signaler que le capital de la Banque interaméricaine de développement a été augmenté dernièrement de 26,5 milliards de dollars É.-U. et que celle-ci devrait prêter 6 milliards de dollars É.-U. de plus par année aux pays d'Amérique latine.

Quoi qu'il en soit, le financement octroyé par les organismes officiels a toujours visé à stimuler, et non à remplacer, le financement privé. Tant et aussi longtemps que des politiques macroéconomiques et des politiques d'ajustement structurel plus fermes n'auront pas été mises en place dans beaucoup de pays, on peut s'interroger sur les bienfaits réels d'un apport de nouveaux capitaux par des sources officielles. Dans de telles circonstances, les programmes de réduction de la dette et l'octroi de nouveaux prêts ne peuvent être que des expédients.

3. Les défis des années 90

Il n'est jamais facile de prévoir le profil d'évolution d'une économie, et cela est particulièrement risqué dans le cas de l'Europe de l'Est, compte tenu du climat politique instable qui y règne et du fait que l'évolution économique de cette région sera dans une grande mesure dictée par des forces politiques qui semblent se modifier de semaine en semaine. Par voie de conséquence, toute analyse des facteurs mêmes de cette évolution et, à plus forte raison, de l'incidence qu'ils pourraient avoir sur l'Amérique latine, est forcément de nature spéculative. Cela dit, on peut néanmoins dégager certains des risques qui se présenteront et certains des défis qu'il faudra relever dans les années à venir.

Comme je l'ai déjà signalé, il est peu probable que les difficultés à court terme au chapitre du financement de source officielle deviennent une préoccupation primordiale. Les principaux organismes internationaux ont tous indiqué qu'ils étaient disposés à augmenter leur aide financière, et les bienfaits de la détente, c'est-à-dire de l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest, devraient permettre aux pays industriels de canaliser des fonds supplémentaires vers les pays en développement. La réduction des dépenses militaires pourrait aussi atténuer les pressions budgétaires et inflationnistes dans les pays industriels, ce qui favoriserait une baisse des taux d'intérêt à l'échelle internationale. Une telle baisse serait probablement plus bénéfique pour les pays lourdement endettés qu'une augmentation de l'aide extérieure ou l'octroi de nouveaux crédits. Toutefois, qu'ils se concrétisent ou non, les bienfaits à court terme auront sans doute moins d'importance que les influences plus fondamentales que je vais décrire maintenant.

À mon avis, c'est dans le domaine du commerce international que les pays d'Amérique latine auront à relever leurs principaux défis à long terme. L'Europe de l'Est pourrait bien devenir au cours des prochaines années l'un des grands producteurs et exportateurs de biens manufacturés. À l'instar des économies nouvellement industrialisées d'Asie et d'autres économies à croissance rapide d'Extrême-Orient, elle se poserait en concurrente sérieuse de l'Amérique latine. Bien que cette

dernière soit elle aussi susceptible de profiter d'un accroissement des échanges avec l'Europe de l'Est et de l'expansion générale de l'activité économique mondiale résultant de la perestroïka, sa part du marché mondial pourrait bien être soumise à d'intenses pressions à la baisse (Tableau 6).

L'Europe de l'Est devra toutefois franchir un certain nombre d'obstacles avant de devenir un partenaire commercial important sur l'échiquier international. En premier lieu, elle devra assimiler des notions nouvelles telles que la propriété privée, la décentralisation de la prise de décision et la fixation des prix par le marché. En second lieu, elle devra combler l'absence de mécanismes et d'institutions appropriés sur lesquels s'appuie la mise en oeuvre des politiques budgétaire et monétaire. Ces mécanismes de régulation macroéconomique, en particulier la politique monétaire, sont nécessaires à l'Europe de l'Est pour opérer sa transition à une économie de marché. Ils permettront aux pouvoirs publics de maîtriser la demande intérieure et de protéger la valeur de la monnaie, ce qui représente un aspect capital du nouvel ordre économique, compte tenu de l'importance que revêtent les signaux provenant des prix (par opposition aux diktats d'un appareil bureaucratique) en matière d'affectation des ressources.

Malgré ces obstacles, les pays d'Europe de l'Est disposent, à tout le moins, d'un atout très important par rapport

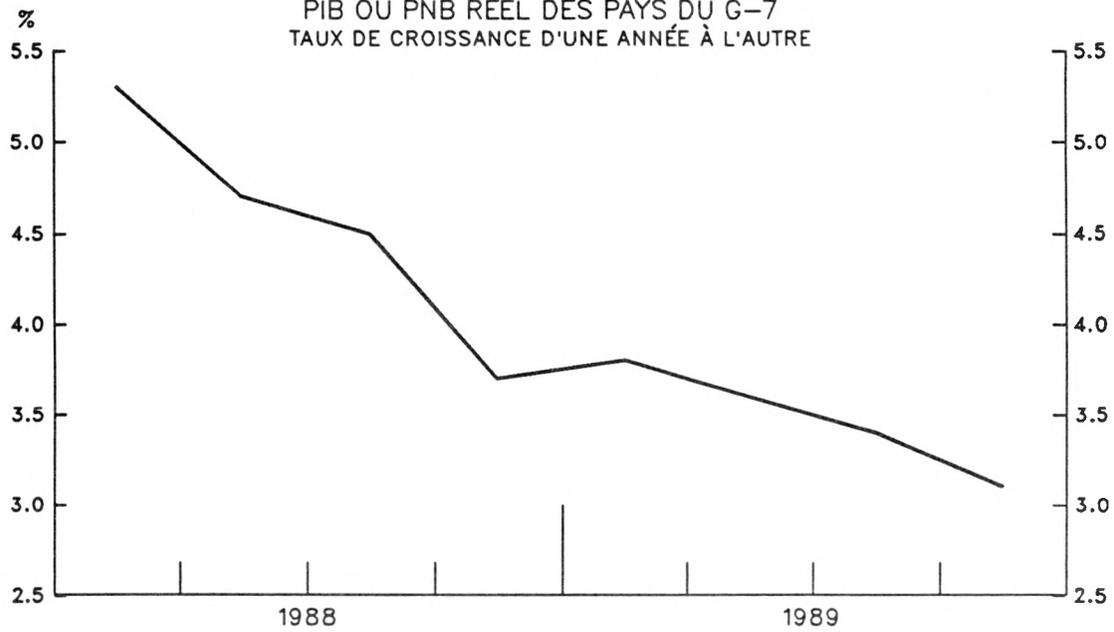
à d'autres pays en développement : la qualité de leur main-d'oeuvre. Les niveaux moyens d'instruction et d'alphabétisation sont en général beaucoup plus élevés en Europe de l'Est qu'en Amérique latine par exemple (Tableau 7). En outre, les pays d'Europe de l'Est ont montré qu'ils étaient disposés à affronter les changements structurels difficiles mais nécessaires pour se tailler une place parmi les économies de classe internationale. Cette volonté reflète peut-être la pénible expérience que ces pays ont vécue au sein de systèmes centralisés et leur détermination à tourner la page.

À cet égard, le programme de réformes entrepris par la Pologne est l'un des plus ambitieux. Le gouvernement polonais entend mettre en place, en deux ans, toutes les mesures que dicte le passage à un système démocratique et à une économie de marché. Les monopoles, les entreprises d'État peu productives, les généreuses pratiques d'indexation et les subventions publiques excessives sont les cibles privilégiées de ces mesures. La Pologne a aussi demandé à l'Allemagne de l'Ouest de l'aider à restructurer sa banque centrale et à instaurer une monnaie fiable. La République démocratique allemande (qui est sans conteste un cas à part) est allée encore plus loin et recherche activement une union économique complète avec l'Allemagne de l'Ouest et l'adoption d'une monnaie commune. Les autres pays d'Europe de l'Est ont choisi une approche plus graduelle, mais semblent tout aussi résolus.

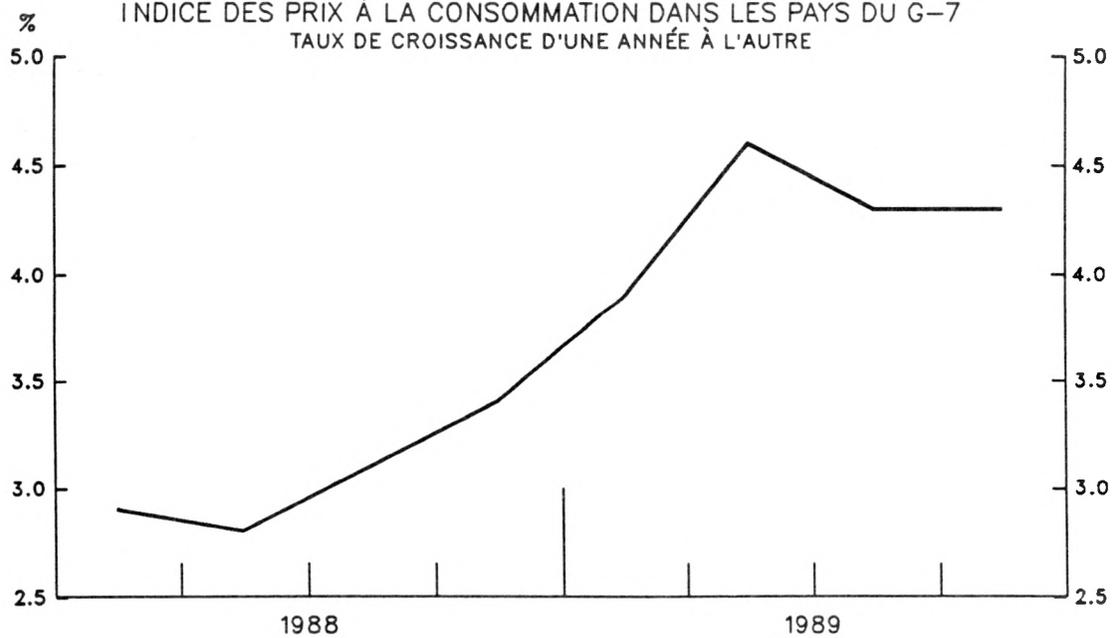
Les pays d'Amérique latine, désireux de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et d'attirer les investissements privés nécessaires au soutien d'une expansion économique réelle, suivront le chemin balisé par les pays d'Europe de l'Est. À cet égard, l'exemple que fournissent ceux-ci peut de fait se révéler salutaire, en donnant plus de poids aux mesures sévères mais essentielles qui ont déjà été mises en oeuvre dans certains pays et en incitant d'autres pays à s'engager dans la même voie.

En définitive, le développement économique est tributaire au plus haut point de l'application de saines politiques nationales et ne repose qu'accessoirement sur le financement provenant de sources officielles extérieures. Cette constatation n'a rien de nouveau, mais les événements survenus en Europe de l'Est en ont fait clairement ressortir la pertinence.

GRAPHIQUE 1
 PIB OU PNB RÉEL DES PAYS DU G-7*
 TAUX DE CROISSANCE D'UNE ANNÉE À L'AUTRE



GRAPHIQUE 2
 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION DANS LES PAYS DU G-7*
 TAUX DE CROISSANCE D'UNE ANNÉE À L'AUTRE



* ÉTATS-UNIS, JAPON, ALLEMAGNE DE L'OUEST, FRANCE, ROYAUME-UNI, ITALIE, CANADA;
 PONDÉRÉS SELON LE PIB OU LE PNB DE 1987

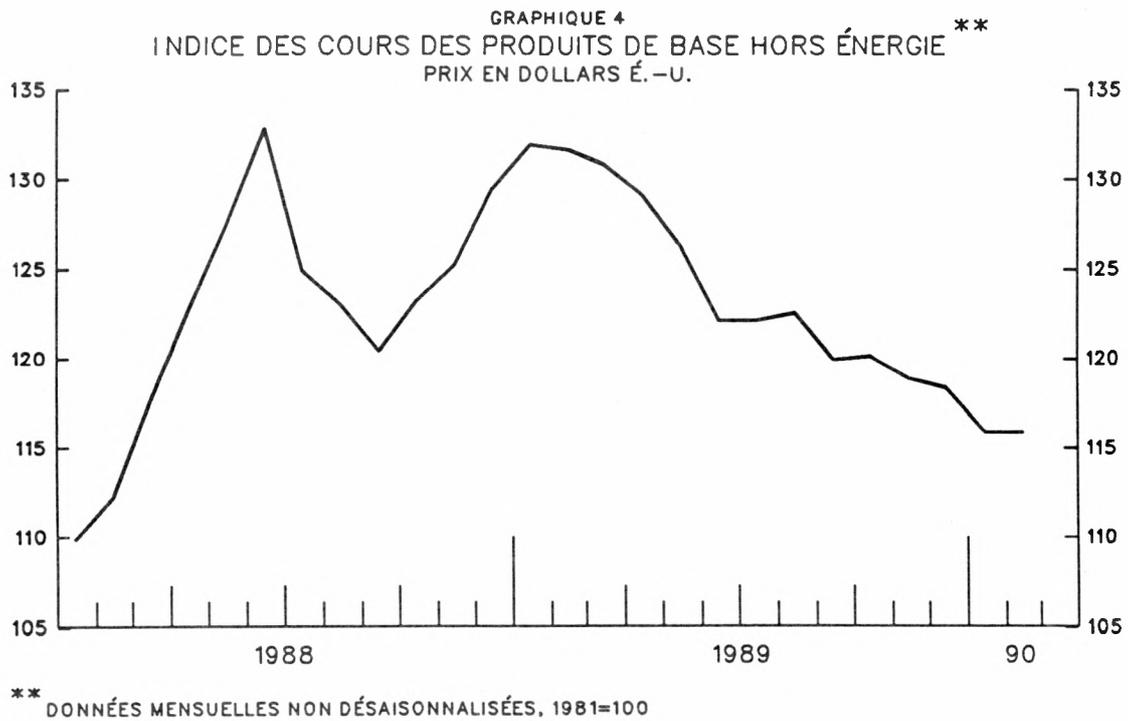
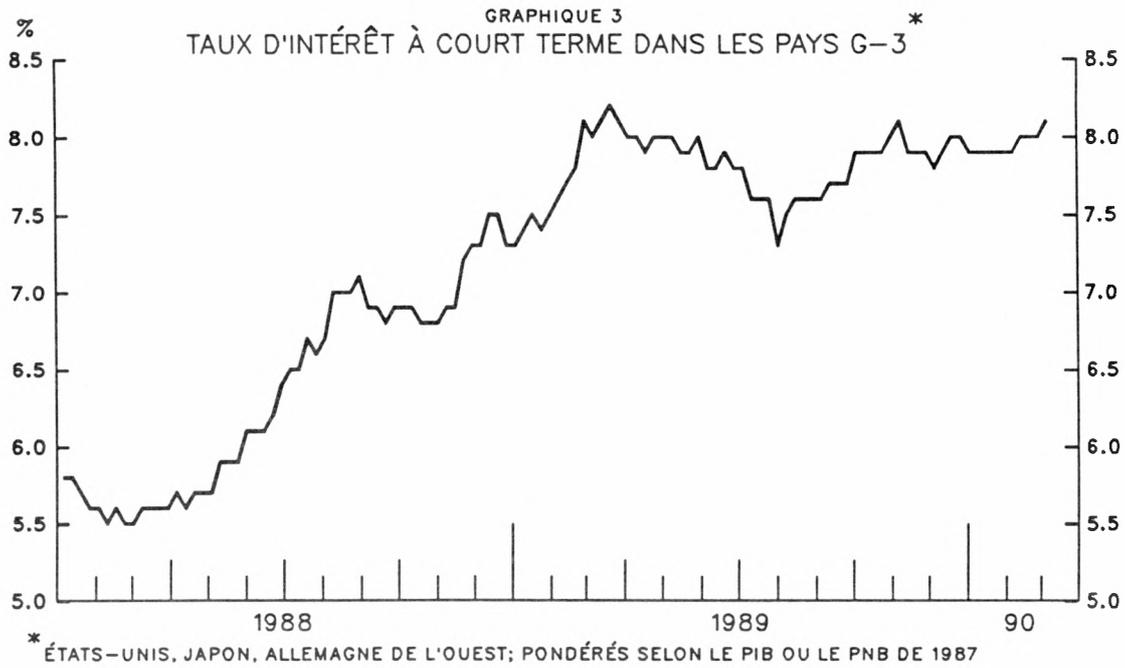


TABLEAU 1

DETTE EXTÉRIEURE -- 1988
(en millions de dollars É.-U.)

	<u>Dette extérieure</u> <u>totale</u>	<u>En pourcentage</u> <u>du PNB</u>	<u>Dette à</u> <u>long terme</u>	<u>Dont dette auprès de</u> <u>créanciers officiels*</u>
A. <u>Europe de l'Est</u>				
Bulgarie	6 100	24,7	n/d.	n/d.
Tchécoslovaquie	6 600	11,4	4 324	1 225
Allemagne de l'Est	20 400	22,4	n/d.	n/d.
Hongrie	19 561**	75,0	16 791	1 560
Pologne	42 137	61,2	33 661	22 064
Roumanie	2 790	5,7	1 946	1 496
Yougoslavie	21 684	34,4	19 341	6 670
<u>Total partiel</u>	<u>119 272</u>	<u>31,3</u>	<u>74 063</u>	<u>33 015</u>
U.R.S.S.	39 273	4,7	25 776	10 702
<u>Total</u>	<u>158 545</u>	<u>13,0</u>	<u>101 839</u>	<u>43 717</u>
B. <u>Amérique latine</u> (principaux pays débiteurs)				
Argentine	58 936	60,5	49 544	8 760
Bolivie	5 456	135,5	4 651	3 771
Brésil	114 592	30,7	101 355	24 612
Chili	19 645	96,6	16 121	4 338
Colombie	17 001	46,5	15 392	8 124
Équateur	10 864	113,3	9 378	3 631
Mexique	101 566	58,0	88 665	16 022
Pérou	18 579	47,3	13 898	6 256
Uruguay	3 825	50,1	3 039	659
Venezuela	34 657	58,4	30 296	451
Autres pays	42 342	77,8	34 237	23 054
<u>Total</u>	<u>427 463</u>	<u>54,4</u>	<u>366 576</u>	<u>99 678</u>

Source : Banque mondiale, World Debt Tables 1989-90.

* Engagements à long terme (bilatéraux et multilatéraux) auprès de créanciers officiels

** La dette totale a été révisée à la hausse afin d'inclure un prêt de deux milliards de dollars É.-U. à déclarer.

TABLEAU 2**ENCOURS DES CRÉANCES EXTÉRIEURES DES BANQUES* -- 1989**
(en millions de dollars É.-U.)

	<u>Total</u>	<u>Variation nette de déc. 1988 à juin 1989</u>
1. <u>Europe de l'Est</u>		
Albanie	268	1
Bulgarie	7 221	691
Tchécoslovaquie	4 284	89
Allemagne de l'Est	15 301	418
Hongrie	10 938	296
Pologne	9 306	-600
Roumanie	423	-330
Yougoslavie	7 885	-958
<u>Total partiel</u>	<u>55 626</u>	<u>-393</u>
U.R.S.S	39 615	4 802
<u>Total</u>	<u>95 241</u>	<u>4 409</u>
2. <u>Amérique latine</u>		
Argentine	31 800	-2 600
Bolivie	425	-2
Brésil	73 428	-1 212
Chili	9 858	-736
Colombie	6 350	-583
Équateur	4 855	-11
Mexique	65 255	-2 668
Pérou	4 103	-392
Uruguay	1 917	-75
Venezuela	25 258	-259
<u>Total</u>	<u>223 249</u>	<u>-8 538</u>

Source : OCDE et BRI, Statistiques sur l'endettement extérieur, janvier 1990

* Comprend les créances officielles et les créances garanties par des créanciers officiels ou les créances assurées de nature commerciale que détiennent les banques et les institutions parabancaires de 22 pays de l'OCDE.

TABLEAU 3

FINANCEMENT ET AIDE DE SOURCE OFFICIELLE À L'EUROPE DE L'EST
NOUVEAUX ENGAGEMENTS
(en millions de dollars É.-U.)

	<u>Aide multilatérale</u>			<u>Aide bilatérale</u>
	<u>BRI</u>	<u>FMI</u>	<u>Banque mondiale</u>	
Pologne	500	715	2 500*	3 000-3 500**
Hongrie		(208)	1 000*	1 500***
Yougoslavie		(600)	2 000*	
Roumanie			2 000*	
<u>Total</u>	<u>500</u>	<u>(1 523)</u>	<u>7 500*</u>	<u>4 500-5 000</u>

* Montant maximal que la Banque mondiale est disposée à engager sur une période de trois ans, à certaines conditions.

** Comprend un fonds de stabilisation de 1 milliard de \$ É.-U.; un programme d'assistance économique de 3 milliards de DM (1,6 milliard de \$ É.-U.) offert par l'Allemagne (incluant des garanties à l'exportation et des radiations de prêts consentis antérieurement à la Pologne); des prêts octroyés par la Banque européenne d'investissement; et d'autres formes d'aide bilatérale.

*** Comprend un prêt garanti consenti par l'Allemagne; un prêt de 1,14 milliard de \$ É.-U. octroyé par la Commission européenne et un programme d'aide de 100 millions de \$ É.-U. prévu au budget de la Communauté économique européenne pour 1990.

() Il s'agit du montant d'un accord de crédit de confirmation conclu en principe avec le FMI, sous réserve de l'autorisation du Comité de direction du Fonds.

TABLEAU 4

EUROPE DE L'EST ET AMÉRIQUE LATINE
-- POPULATION ET PRODUIT NATIONAL BRUT (PNB) --
 (données de 1988)

	<u>Population</u> (en milliers)	<u>PNB^{c*}</u> (en millions de \$ É.-U.)	<u>PNB par habitant^{c*}</u> (en \$ É.-U.)
A. Europe de l'Est			
Albanie	3 145	n/d.	n/d.
Bulgarie	8 995	24 655	2 740
Tchécoslovaquie	15 610	58 100	3 730
Allemagne de l'Est	16 665	91 000	5 460
Hongrie	10 604	26 086	2 460
Pologne	37 873	68 890	1 819
Roumanie	23 052	49 331	2 140
Yougoslavie	23 552	63 119	2 680
<u>Total partiel</u>	<u>139 496</u>	<u>381 181</u>	
U.R.S.S.	285 659	837 806	2 933
<u>Total</u>	<u>425 155</u>	<u>1 218 987</u>	
B. Amérique latine (principaux débiteurs)			
Argentine	31 506	83 040	2 640
Bolivie	6 917	3 930	570
Brésil	144 369	328 860	2 280
Chili	12 760	19 220	1 510
Colombie	30 007	37 210	1 240
Équateur	10 154	10 920	1 080
Mexique	83 593	151 870	1 820
Pérou	20 681	29 185**	1 440**
Uruguay	3 004	7 430	2 470
Venezuela	18 759	59 390	3 170
Autres pays	50 756	54 433	1 072
<u>Total</u>	<u>412 506</u>	<u>785 488</u>	

Source : Atlas de la Banque mondiale - 1989

e Estimation

* Les données relatives au taux de change servant au calcul de la valeur en dollars américains du "PNB global" et du "PNB par habitant" dans certains pays de l'Europe de l'Est ont été corrigées sélectivement afin de tenir compte des écarts évidents qui existent entre les valeurs officielles des taux de change et les valeurs qui seraient obtenues si les taux étaient déterminés par le marché. Étant donné le manque de renseignements satisfaisants sur les taux de change, les résultats sont, de toute évidence, très approximatifs.

** Selon les données de 1987

TABLEAU 5

ENCOURS DES EMPRUNTS AUPRÈS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE -- 1989
(en millions de dollars É.-U.)

	<u>FMI*</u>	<u>Banque mondiale**</u>
1. <u>Europe de l'Est</u>		
Hongrie	456	1 976
Roumanie		2 184
Yougoslavie	686	5 123
<hr/>		
Total	<hr/> 1 142	<hr/> 9 283
2. <u>Amérique latine</u>		
Argentine	3 099	5 121
Bolivie	135	754
Brésil	2 422	16 413
Chili	1 270	2 334
Colombie		6 396
Équateur	325	1 355
Mexique	5 091	14 756
Pérou	758***	1 712
Uruguay	201	921
Venezuela	771	1 138
<hr/>		
Total	<hr/> 14 072	<hr/> 50 900

Sources : FMI, Statistiques financières internationales, février 1990; et Rapport annuel de la Banque mondiale - 1989.

* Comprend tous les encours des crédits de confirmation et des accords en vertu du mécanisme élargi de crédit du Fonds au mois de novembre 1989.

** Encours au 30 juin 1989

*** Arriérés envers le FMI

TABLEAU 6

VENTILATION DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX -- 1988

	Pourcentage des échanges avec	
	<u>l'Amérique latine</u>	<u>l'Europe de l'Est</u>
États-Unis	12,8	0,9
Allemagne	2,3	4,7*
CEE	2,2	4,6
Ensemble des pays industriels	4,4	2,5

Source : Fonds monétaire international, Direction of Trade Statistics Yearbook 1989, Washington, D.C.

* Ne comprend pas les échanges entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest.

TABLEAU 7

TAUX D'ANALPHABÉTISME ET NIVEAUX DE SCOLARITÉ
-- EUROPE DE L'EST ET AMÉRIQUE LATINE --

	<u>% des adolescents de 12 à 17 ans inscrits à l'école secondaire</u>	<u>Taux d'analphabétisme en % de la population</u>
A. <u>Europe de l'Est</u>		
Albanie	70,0	5,0 ou plus
Bulgarie	100,0	5,0 ou plus
Tchécoslovaquie	37,0*	5,0 ou plus
Allemagne de l'Est	78,0	5,0 ou plus
Hongrie	70,0	5,0 ou plus
Pologne	80,0	5,0 ou plus
Roumanie	79,0	5,0 ou plus
Yougoslavie	82,0	8,8
<hr/>		
Moyenne	<hr/> 74,5	<hr/> 5,0 ou plus
 B. <u>Amérique latine</u>		
Argentine	74,0	5,0 ou plus
Bolivie	37,0	25,8
Brésil	38,9	22,3
Chili	70,0	5,6
Colombie	56,0	11,9
Équateur	55,0	17,6
Mexique	55,0	9,7
Pérou	65,0	13,0
Uruguay	71,0	5,0 ou plus
Venezuela	46,0	13,1
<hr/>		
Moyenne	<hr/> 56,8	<hr/> 12,8

Source : Banque mondiale, Social Indicators of Development 1989; et Atlas de la Banque mondiale - 1989.

* Il est possible que les données de la Tchécoslovaquie soient sous-estimées de quelque 40 points de pourcentage, l'enquête n'ayant pas tenu compte des nombreux adolescents tchèques qui sont inscrits à des programmes d'apprentissage ne décernant pas de diplôme.